

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Poste & communication (France) > **La Poste (92) : Ils veulent licencier Gaël ? Les postiers font face !**

La Poste (92) : Ils veulent licencier Gaël ? Les postiers font face !

mercredi 29 mars 2017, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mars 2017).

Ce 28 mars, Gaël Quirante, secrétaire de SUD Poste 92, passait en cour d'appel du tribunal administratif de Versailles... pour des faits de grève datant de 2010 !

Une affaire déjà jugée trois fois : à l'inspection du travail, par le ministre du Travail et par le tribunal administratif. Et par trois fois, le licenciement de Gaël avait été refusé. Pourquoi ce nouvel appel ?

Le caillou dans la chaussure

Les postiers du 92 ont récemment posé deux nouveaux problèmes à leurs patrons, avec des répercussions qui peuvent aller au-delà de leur département. Ils ont obtenu de nouvelles victoires juridiques qui entravent la mise en place des réorganisations et qui interdisent la mise en place dans le département des « nouveaux services », à savoir toutes les nouvelles tâches demandées aux factrices et facteurs (livraison de colis, de fruits, services à la personne...).

Les grèves victorieuses combinées à ces victoires juridiques sont un caillou dans la chaussure pour La Poste, car elles pourraient faire « jurisprudence » et fournir un point d'appui un peu partout pour mettre en cause la politique actuelle de La Poste, qui vient de faire signer par la CFDT, CFTC, CGC et FO un accord sur le métier de facteur avalisant toute sa stratégie anti-sociale...

De plus, SUD Poste 92 fait également partie des initiateurs du « Premier tour social », manifestation qui aura lieu à la veille du premier tour des élections présidentielles et dont l'objectif est de regrouper les luttes et les équipes combatives.

Continuer, quoi qu'il arrive...

200 personnes se sont donc rassemblées le 28 mars au matin devant le tribunal, au moment où Gaël était convoqué. Le rapporteur public a demandé d'annuler les refus de licenciement prononcés par le TA et par le ministre du Travail. La décision sera connue le mardi 25 avril. Au cas où le refus de licenciement serait annulé, une nouvelle enquête de l'inspection du travail aurait donc lieu concernant l'accusation de « séquestration » qui date de la grève d'Asnières-Châtillon-Clamart de 2010.

Les militantEs de SUD Poste 92 se préparent au pire des cas : qu'un licenciement de Gaël finisse par être prononcé. Mais ils ont expliqué au rassemblement à Versailles qu'ils allaient se donner les moyens pour que Gaël et Sud Poste 92 continuent d'intervenir dans les centres postaux (et ailleurs) quoi qu'il arrive, et que ce sont aux travailleuses et aux travailleurs de choisir leurs représentants syndicaux, et à personne d'autre !

Correspondant

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 377 (30/03/2017) :

<https://npa2009.org/actualite/entreprises/la-poste-92-ils-veulent-licencier-gael-les-postiers-font-face>